

**Convention collective**

**IDCC : 8723. – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET D'ENTRETIEN FORESTIERS  
(Gironde, Landes et Lot-et-Garonne)  
(4 mars 1985)**

(Etendue par arrêté du 22 octobre 1985,  
*Journal officiel* du 30 octobre 1985)

---

AVENANT DU 6 FÉVRIER 2015  
MODIFIANT L'AVENANT N° 41 DU 20 NOVEMBRE 2009  
ET PORTANT ACCORD COLLECTIF RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE APPLICABLE  
DANS LES ENTREPRISES COMPRISES DANS LE CHAMP D'APPLICATION  
DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : AGRS1597202M

IDCC : 8723

Entre :

Le syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest ;

La fédération régionale des coopératives d'Aquitaine. – Alliance forêt et bois ;

La fédération régionale des entrepreneurs des territoires d'Aquitaine ;

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT d'Aquitaine ;

L'union régionale des syndicats des travailleurs de la forêt de Gascogne CGT ;

Le syndicat régional des travailleurs de l'agriculture FO d'Aquitaine ;

Le syndicat régional de la CFTC d'Aquitaine ;

Le syndicat régional des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC d'Aquitaine,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Est signé l'accord collectif du 6 février 2015 relatif au régime de prévoyance, qui se substitue au titre XV « Régime de prévoyance » de la convention collective (art. 87 à 101).

Accord collectif du 6 février 2015 relatif au régime de prévoyance applicable dans les entreprises comprises dans le champ d'application de la convention collective de travail du 4 mars 1985 concernant les travaux d'aménagement et d'entretien forestiers des départements de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne

#### « Article 1<sup>er</sup> »

Le régime de prévoyance comporte une garantie de ressources en cas de maladie ou d'accident, une garantie incapacité temporaire de travail, une garantie invalidité et incapacité permanente professionnelle, une garantie décès, une garantie rente éducation, une garantie frais d'obsèques.

L'ensemble du personnel non affilié à l'Agirc des entreprises comprises dans le champ d'application de la présente convention collective régionale bénéficie de ces garanties.

Pour l'application des dispositions qui suivent, le salarié remplissant les conditions ci-dessus requises pour bénéficier des garanties est dénommé "l'assuré".

#### Article 2

##### *Garantie de ressources*

(ancien art. 87)

En cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant soit de maladie ou d'accident, dûment constatée par certificat médical et contre-visite s'il y a lieu, l'assuré bénéficiera pendant une durée de 135 jours d'une garantie de salaire égale à 90 % de la rémunération mensuelle brute (prise en compte dans la limite de quatre fois le plafond mensuel de la mutualité sociale agricole) qu'il aurait gagnée s'il avait continué à travailler.

L'assuré bénéficiera de cette indemnisation à condition :

- d'avoir justifié dans les 48 heures de l'incapacité de travail ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole.

Lors de chaque arrêt de travail, les délais d'indemnisation commenceront à courir à compter :

- du premier jour en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, ou en cas d'hospitalisation supérieure à 24 heures ;
- du huitième jour en cas de maladie, d'accident de trajet ou d'accident de la vie privée.

Pour le calcul des indemnités dues au titre d'une période de paie, il sera tenu compte des indemnités déjà perçues par l'intéressé durant les 12 mois civils précédents, de telle sorte que si plusieurs absences pour maladie ou accident ont été indemnisées au cours de ces 12 mois, la durée totale d'indemnisation ne dépasse pas 135 jours.

Ces indemnités complémentaires versées par AG2R Prévoyance viennent s'ajouter, à concurrence des garanties ci-dessus accordées, aux indemnités journalières perçues de la mutualité sociale agricole et éventuellement aux compléments de salaire versés par l'employeur.

En toute occurrence, le total des prestations complémentaires versées par l'organisme assureur désigné à l'article 98 et des indemnités journalières servies par la mutualité sociale agricole ne peut excéder 100 % du salaire net moyen des 12 derniers mois d'activité de l'assuré.

Lorsque les indemnités de la mutualité sociale agricole sont réduites du fait d'une sanction de la caisse pour non-respect de son règlement intérieur, elles sont réputées être servies intégralement.

Pendant la durée de versement des prestations mentionnées ci-dessus au salarié sous contrat de travail, l'assureur désigné à l'article 13 (ancien art. 98) garantit le remboursement des charges sociales patronales. La prise en compte de ces charges sociales patronales est évaluée forfaitairement à 38 % du montant de la prestation servie au titre de la présente garantie (entièrement financée par l'employeur).

Le cumul des prestations complémentaires, des prestations versées par la mutualité sociale agricole et, le cas échéant, du salaire versé par l'entreprise adhérente ou tout autre revenu de remplacement ne peut excéder 100 % du salaire net d'activité de l'assuré.

### Article 3

#### *Garantie incapacité temporaire de travail*

(ancien art. 88)

Cette garantie a pour objet le service d'une indemnité journalière complémentaire en cas d'incapacité temporaire de travail de l'assuré ouvrant droit aux prestations en espèces de la mutualité sociale agricole au titre de l'assurance maladie ou de la législation sur les accidents du travail et maladies professionnelles.

L'indemnité journalière complémentaire est versée à l'expiration totale des droits résultant de la garantie de ressources prévue à l'article 87, tant que dure le service de la prestation de la mutualité sociale agricole et au plus tard jusqu'au 1 095<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail.

Le montant de l'indemnité journalière est fixé à 75 % de la 365<sup>e</sup> partie de la base des prestations, sous déduction des prestations versées au même titre par la mutualité sociale agricole et d'un éventuel salaire à temps partiel ou tout autre revenu de remplacement.

Dans tous les cas, le service de la prestation complémentaire cesse dès la survenance de l'un des événements suivants :

- reprise du travail de l'assuré ;
- liquidation de la pension de vieillesse de la mutualité sociale agricole de l'intéressé ;
- mise en invalidité ou reconnaissance d'une incapacité permanente professionnelle par la mutualité sociale agricole ;
- décès de l'assuré.

Le cumul des prestations complémentaires, des prestations versées par la mutualité sociale agricole et, le cas échéant, du salaire versé par l'entreprise adhérente ou tout autre revenu de remplacement ne peut excéder 100 % du salaire net d'activité de l'assuré.

### Article 4

#### *Garantie invalidité et incapacité permanente professionnelle*

(ancien art. 89)

#### En période d'invalidité

Cette garantie a pour objet le service d'une rente d'invalidité complémentaire en cas d'invalidité de l'assuré ouvrant droit à la pension d'invalidité de la mutualité sociale agricole avec classement en 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie, telles que définies à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale.

Le montant annuel de la rente complémentaire est égal à :

- 45 % de la base des prestations, en cas de classement en 1<sup>re</sup> catégorie ;
- 75 % de la base des prestations, en cas de classement en 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie,

et ce sous déduction de la rente d'invalidité servie au titre de la catégorie dans laquelle le salarié est classé par la mutualité sociale agricole et d'un éventuel salaire à temps partiel ou tout autre revenu de remplacement.

La rente d'invalidité est versée par quotités mensuelles à terme échu, tant que l'assuré perçoit la pension d'invalidité de la mutualité sociale agricole.

Dans tous les cas, le service de la prestation complémentaire cesse dès la survenance de l'un des événements suivants :

- reprise du travail de l'assuré ;

- liquidation de la pension de vieillesse de la mutualité sociale agricole de l'intéressé ;
- décès de l'assuré.

Le cumul des prestations complémentaires, des prestations versées par la mutualité sociale agricole et, le cas échéant, du salaire versé par l'entreprise adhérente ou tout autre revenu de remplacement ne peut excéder :

100 % du salaire net d'activité de l'assuré

En période d'incapacité permanente professionnelle

L'assuré bénéficie, en cas d'incapacité permanente de travail résultant d'un accident du travail ou de maladie professionnelle, d'une rente versée mensuellement et égale à :

25 % de la 12<sup>e</sup> partie de la base des prestations

Cette rente s'ajoute à celle versée par la mutualité sociale agricole

Le versement de la rente débute dès le versement d'une rente accident du travail par la mutualité sociale agricole pour une incapacité permanente entraînant une impossibilité d'exercer une activité professionnelle et correspondant à un taux égal ou supérieur à 66,66 %. La rente ne peut pas se cumuler avec les indemnités journalières que l'assuré percevait avant la décision de la mutualité sociale agricole au titre de l'incapacité temporaire de travail prévue par l'article 88 du présent accord.

Le cumul des prestations complémentaires, des prestations versées par la mutualité sociale agricole et, le cas échéant, du salaire versé par l'entreprise adhérente ou tout autre revenu de remplacement ne peut excéder 100 % du salaire net d'activité de l'assuré.

Cette rente d'invalidité est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une pension de la mutualité sociale agricole et est suspendue si la mutualité sociale agricole suspend le versement de sa propre pension.

En tout état de cause, cette rente prend fin le dernier jour du mois précédant la date d'effet de la pension de vieillesse de l'assuré.

## Article 5

### *Dispositions communes aux garanties incapacité temporaire de travail, invalidité et incapacité permanente professionnelle*

(ancien art. 90)

La base des prestations correspond au salaire brut perçu par l'assuré (déduction faite de l'abattement forfaitaire pour frais professionnels et des frais de mécanisation admis par le fisc) au cours des 12 derniers mois civils précédant l'arrêt de travail. Ce salaire est pris en compte dans la limite de quatre fois le plafond annuel de la mutualité sociale agricole.

## Article 6

### *Garantie décès*

(ancien art. 91)

Capital décès : en cas de décès de l'assuré, quelle qu'en soit la cause, survenu avant son départ à la retraite, il est versé au bénéficiaire un capital dont le montant est égal à 100 % du salaire de référence, et ce quelle que soit la situation familiale de l'assuré au jour du décès.

Salaire de référence : le salaire de référence correspond au salaire brut perçu par l'assuré (déduction faite de l'abattement forfaitaire pour frais professionnels et des frais de mécanisation admis par le fisc) au cours des 12 derniers mois civils précédant le décès ou l'arrêt de travail (si une période d'incapacité ou d'invalidité a précédé le décès ou l'arrêt de travail). Ce salaire est pris en compte dans la limite de quatre fois le plafond annuel de la mutualité sociale agricole.

Dévolution du capital décès : en cas de décès de l'assuré, les bénéficiaires du capital sont la (ou les) personne(s) ayant fait l'objet d'une désignation écrite et formelle de la part de l'assuré auprès de l'organisme assureur.

En cas de pluralité de bénéficiaires de même rang et de prédécès de l'un ou de plusieurs d'entre eux, la part du capital lui (leur) revenant est répartie entre les autres bénéficiaires au prorata de leurs parts respectives.

A défaut de désignation d'un bénéficiaire par l'assuré notifiée à l'organisme assureur ou lorsque cette désignation est caduque, le capital est versé comme suit :

- en premier lieu, au conjoint ou au partenaire lié par un Pacs ;
- à défaut de conjoint ou de partenaire lié par un Pacs, le capital est versé par parts égales entre eux :
  - aux enfants de l'assuré nés ou représentés, légitimes, reconnus ou adoptifs ;
  - à défaut, à ses petits-enfants ;
  - à défaut de descendants directs, aux parents survivants et, à défaut de ceux-ci, aux grands-parents survivants ;
  - à défaut de tous les susnommés, aux héritiers.

Invalidité permanente totale : lorsque l'assuré est en état d'invalidité permanente totale, le capital prévu en cas de décès peut être versé à l'assuré par anticipation sur sa demande. Ce versement par anticipation met fin à la garantie en cas de décès de l'assuré.

L'invalidité permanente totale survenant postérieurement à la date d'effet de la résiliation ou du non-renouvellement du contrat d'adhésion souscrit par l'entreprise ou l'établissement auprès de l'organisme assureur désigné n'est pas garantie.

Est considéré comme atteint d'invalidité permanente totale l'assuré reconnu invalide par la mutualité sociale agricole avec classement en 3<sup>e</sup> catégorie d'invalidité, qui reste définitivement incapable de se livrer à la moindre occupation ou au moindre travail lui procurant gains ou profits.

Double effet : le décès postérieur ou simultané du conjoint non remarié de l'assuré ou de la personne liée à l'assuré par un pacte civil de solidarité tel que défini à l'article 515.1 du code civil entraîne le versement au profit des enfants restant à charge d'un nouveau capital égal à celui déjà servi lors du décès de l'assuré.

Le capital est versé par parts égales entre les enfants à charge de l'assuré, directement à ceux-ci dès leur majorité, à leurs représentants légaux ès qualités durant leur minorité.

On entend par enfant à charge :

- l'enfant de moins de 21 ans à charge au sens de la législation de la sécurité sociale, de l'assuré ou de son conjoint ;
- l'enfant âgé de moins de 26 ans à charge de l'assuré ou de son conjoint, concubin ou partenaire de Pacs au sens de la législation fiscale, c'est-à-dire :
  - l'enfant pris en compte dans le quotient familial ou ouvrant droit à un abattement applicable au revenu imposable ;
  - l'enfant auquel l'assuré sert une pension alimentaire (y compris en application d'un jugement de divorce) retenue sur son avis d'imposition à titre de charge déductible du revenu global ;
- l'enfant handicapé si, avant son 21<sup>e</sup> anniversaire, il est titulaire de la carte d'invalidité civile et bénéficie de l'allocation des adultes handicapés ;
- quel que soit son âge, sauf déclaration personnelle des revenus, l'enfant infirme à charge de l'assuré ou de son conjoint, n'étant pas en mesure de subvenir à ses besoins en raison de son infirmité, pris en compte dans le calcul du quotient familial ou ouvrant droit à un abattement applicable au revenu imposable ;
- l'enfant de l'assuré né viable moins de 300 jours après le décès de l'assuré.

Article 7  
*Garantie rente éducation*  
(ancien art. 92)

En cas de décès de l'assuré ou en cas de reconnaissance de l'état d'invalidité permanente et totale de l'assuré, il est versé au profit de chaque enfant répondant à la définition d'enfant à charge ci-dessous une rente temporaire d'éducation dont le montant annuel est égal à :

- 3 % du salaire de référence : jusqu'à 10 ans révolus ;
- 4,6 % du salaire de référence : du 11<sup>e</sup> anniversaire jusqu'à 17 ans révolus ;
- 6,10 % du salaire de référence : du 18<sup>e</sup> anniversaire jusqu'à 25 ans révolus, sous condition de poursuite d'études ou de situations assimilées.

La rente est versée par quotités trimestrielles à terme d'avance.

Pour la mise en œuvre de la présente garantie, est considéré comme atteint d'invalidité permanente totale l'assuré reconnu invalide par la mutualité sociale agricole, avec classement en 3<sup>e</sup> catégorie d'invalidité. Ce versement par anticipation met fin à la présente garantie.

Le salaire de référence servant de base de calcul des prestations correspond au salaire annuel brut effectivement versé à l'assuré dans sa dernière catégorie d'emploi (par l'entreprise qu'il occupait en dernier lieu) et qui a donné lieu au paiement de cotisations OCIRP au titre de l'année civile précédant l'évènement ouvrant droit aux prestations. En tout état de cause, le salaire de référence est pris en compte dans la limite de quatre fois le plafond annuel de la mutualité sociale agricole.

Sont considérés comme enfants à charge, indépendamment de la position fiscale, les enfants de l'assuré, qu'ils soient légitimes, naturels, adoptifs, reconnus :

- jusqu'à 17 ans révolus, sans condition ;
- à partir de l'âge de 18 ans et jusqu'à 25 ans révolus, sous conditions soit :
  - de poursuivre des études dans un établissement d'enseignement secondaire, supérieur ou professionnel ;
  - d'être en apprentissage ;
  - de poursuivre une formation professionnelle en alternance, dans le cadre d'un contrat d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes associant, d'une part, des enseignements généraux professionnels et technologiques dispensés pendant le temps de travail, dans des organismes publics ou privés de formation, et, d'autre part, l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en entreprise d'une ou de plusieurs activités professionnelles en relation avec les enseignements reçus ;
  - d'être, préalablement à l'exercice d'un premier emploi rémunéré :
    - inscrits auprès de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) comme demandeurs d'emploi ;
    - ou stagiaires de la formation professionnelle ;
  - d'être employés dans un établissement et service d'aide par le travail en tant que travailleurs handicapés ;
- sans limitation de durée en cas d'invalidité reconnue avant leur 26<sup>e</sup> anniversaire, équivalente à l'invalidité de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie de la sécurité sociale justifiée par un avis médical ou tant qu'ils bénéficient de l'allocation spécifique aux personnes handicapées et qu'ils sont titulaires de la carte d'invalidité civile, sous réserve d'être âgés de moins de 26 ans à la date du décès du parent assuré.

Par assimilation, sont considérés à charge, s'ils remplissent les conditions exposées ci-dessus, les enfants à naître et nés viables et les enfants recueillis (c'est-à-dire ceux du conjoint, de l'ex-conjoint éventuel ou du concubin ou du partenaire lié par un Pacs de l'assuré décédé qui ont vécu au foyer jusqu'au moment du décès et si leur autre parent n'est pas tenu au versement d'une pension alimentaire).

Article 8  
*Garantie frais d'obsèques*  
(ancien art. 93)

En cas de décès de l'assuré, de son conjoint ou du partenaire lié par un Pacs, ou d'un enfant à charge de l'assuré, il est versé une allocation dont le montant égal à :

1 mois de salaire de référence

Cette allocation est servie, dans la limite des frais réels engagés, à la personne ayant assumé les frais d'obsèques et les justifiant sur facture.

Le salaire de référence applicable à la présente garantie frais d'obsèques est égal à 1/12 du salaire de référence défini au titre de la garantie en cas de décès, détaillée à l'article 91 ci-dessus.

Le droit à garantie est subordonné, à la date du décès, à l'existence effective du contrat d'adhésion prévoyance souscrit auprès de l'organisme assureur (sauf application des dispositions prévues à l'article 94.1.3 du présent avenant concernant le maintien de la garantie en cas de décès de l'assuré après résiliation du contrat d'adhésion), le salarié devant par ailleurs être affilié au régime de prévoyance en question à cette date.

Le décès du conjoint, du partenaire lié par un Pacs ou d'un enfant à charge de l'assuré au titre de la garantie frais d'obsèques survenant postérieurement à la résiliation ou au non-renouvellement de l'adhésion prévoyance auprès de l'organisme assureur n'est pas garanti.

La notion d'enfant à charge retenue pour l'application des présentes dispositions est précisée à l'article 91 ci-dessus.

Article 9  
*Droit à garantie. – Maintien des garanties*  
(ancien art. 94)

1.1. Droit à garantie

Ouvrent droit à garantie (dans les conditions prévues au titre de chaque garantie souscrite) les sinistres survenus postérieurement à la prise d'effet de l'adhésion de l'entreprise au présent régime, sans préjudice de l'application des dispositions prévues à l'article 100.

1.2. Maintien des garanties assurées par l'organisme assureur en cas de suspension du contrat de travail

Les garanties prévues par le présent régime sont suspendues en cas de suspension du contrat de travail du participant, pour les périodes d'absences non rémunérées.

Toutefois, les garanties sont maintenues, moyennant paiement des cotisations, aux participants dont le contrat de travail est suspendu dès lors que, pendant cette période, ils bénéficient d'une rémunération partielle ou totale de l'employeur ou d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur.

Les garanties sont également maintenues en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident, tant que l'intéressé perçoit des prestations en espèces de la mutualité sociale agricole (indemnités journalières, rentes d'invalidité ou d'incapacité permanente de travail).

Par exception, dès lors que le participant bénéficie de prestations pour maladie ou accident du régime de prévoyance liées à une incapacité temporaire de travail ou à une invalidité, ces prestations sont exonérées de toutes cotisations dues au titre du présent régime de prévoyance assuré par l'organisme assureur. Toutefois, lorsque l'assuré perçoit un salaire réduit pendant la période d'indemnisation complémentaire, les cotisations patronales et salariales au régime de prévoyance restent dues sur la base du salaire réduit.



Le maintien des garanties est assuré au salarié concerné pendant la durée du contrat d'adhésion :

- tant que son contrat de travail n'est pas rompu (indépendamment de toute application éventuelle d'un dispositif de portabilité, pris notamment en application de l'article 14 de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 sur la modernisation du marché du travail) ;
- en cas de rupture du contrat de travail, quand cette rupture intervient durant l'exécution du contrat d'adhésion, tant que l'assuré perçoit des prestations de la mutualité sociale agricole au titre de la maladie ou de l'accident (indemnités journalières, rentes d'invalidité ou d'incapacité permanente de travail), sans interruption depuis la date de rupture du contrat de travail.

### 1.3. Maintien des garanties assurées par l'organisme assureur en cas de résiliation de l'adhésion

En cas de résiliation ou de non-renouvellement du contrat d'adhésion (pour l'entreprise n'entrant plus dans le champ d'application de la convention collective régionale), le droit à garantie cesse. Toutefois les garanties décès (capital décès, double effet, frais d'obsèques en cas de décès de l'assuré) sont maintenues durant la période de versement de prestations complémentaires de maintien de salaire, d'incapacité de travail ou d'invalidité à l'assuré.

### 1.4. Portabilité des garanties de prévoyance

Le présent alinéa a pour objet d'organiser le maintien des garanties de prévoyance en application du dispositif de portabilité visé par l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale (art. 1<sup>er</sup> de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi).

Ainsi les employeurs ont l'obligation de maintenir les garanties collectives de prévoyance à leurs anciens salariés qui, à la date de cessation de leur contrat de travail, bénéficiaient de ces garanties dans l'entreprise.

#### *Date d'effet*

Les dispositions de portabilité prennent effet au 1<sup>er</sup> juin 2015.

Elles s'appliquent à toutes les cessations de contrat de travail survenant à cette date ou postérieurement.

#### *Participants*

Sont garantis dans les conditions définies ci-après les anciens salariés qui, à la date de cessation de leur contrat de travail, appartenaient à une catégorie de personnel bénéficiaire des garanties du contrat d'adhésion.

Ils bénéficient du maintien des garanties lorsque :

- les droits à couverture complémentaire au titre du régime de prévoyance souscrit ont été ouverts pendant l'exécution de leur contrat de travail ;
- la cessation de leur contrat de travail n'est pas consécutive à une faute lourde et qu'elle ouvre droit à indemnisation du régime obligatoire d'assurance chômage.

#### *Durée. – Limites*

Sous réserve d'avoir été régulièrement déclaré par l'entreprise adhérente selon les formalités définies ci-dessous, le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail du participant et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois.

En tout état de cause, le maintien des garanties cesse lorsque le participant reprend un autre emploi, dès qu'il ne peut plus justifier auprès de l'organisme assureur de son statut de demandeur d'emploi indemnisé par le régime obligatoire d'assurance chômage, à la date d'effet de la liquidation de la pension de vieillesse de la mutualité sociale agricole, en cas de décès du participant ainsi qu'en



cas de non-renouvellement ou de résiliation du régime de prévoyance de la présente convention collective.

La suspension des allocations du régime obligatoire d'assurance chômage pour cause de maladie ou pour tout autre motif n'a pas d'incidence sur la durée du maintien des garanties, qui n'est pas prolongée d'autant.

#### *Formalités de déclaration*

L'entreprise adhérente et/ou le participant doit :

- signaler le maintien des garanties visées par le présent alinéa dans le certificat de travail de l'ancien salarié ;
- informer l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail, en lui adressant, dans un délai de 1 mois suivant la date de cessation du contrat de travail d'un salarié, le bulletin individuel d'affiliation (selon modèle en annexe) au présent dispositif de portabilité complété et signé, accompagné de la copie du ou des derniers contrats de travail justifiant la durée, d'une attestation justifiant son statut de demandeur d'emploi, dans l'attente de l'envoi de l'attestation justifiant l'indemnisation par l'assurance chômage.

Dès qu'il en a connaissance, l'ancien salarié (ou les ayants droit en cas de décès) s'engage à informer l'organisme assureur de toute cause entraînant la cessation anticipée de maintien des garanties. Sont visées notamment les causes suivantes :

- la reprise d'un autre emploi ;
- l'impossibilité de justifier auprès de l'organisme assureur de son statut de demandeur d'emploi indemnisé par le régime obligatoire d'assurance chômage ;
- la survenance de la date d'effet de la liquidation de la pension de vieillesse de la mutualité sociale agricole.

#### *Garanties*

Les participants bénéficient des garanties de prévoyance du présent contrat applicables à la catégorie de personnel à laquelle ils appartenaient lors de la cessation de leur contrat de travail.

En cas de modification ou de révision des garanties des salariés en activité, les garanties des participants bénéficiant du dispositif de portabilité seront modifiées ou révisées dans les mêmes conditions.

Lorsque la garantie incapacité de travail "garantie de ressources" est expressément prévue au contrat de prévoyance collective, cette garantie n'est pas maintenue au titre du présent dispositif de portabilité.

#### *Salaire de référence*

Le salaire de référence servant de base au calcul des prestations est celui défini au contrat, étant précisé que la période prise en compte est celle précédant la date de rupture ou de fin du contrat de travail.

Pour la détermination du salaire de référence, sont exclues toutes les sommes liées à la rupture ou à la fin du contrat de travail (indemnités de licenciement, indemnités compensatrices de congés payés, primes de précarité et toutes autres sommes versées à titre exceptionnel).

#### *Incapacité de travail*

Lorsque la garantie incapacité de travail est expressément prévue au contrat de prévoyance collective, les indemnités journalières complémentaires sont calculées conformément aux dispositions du présent accord. Elles sont versées dans la limite du montant de l'allocation nette du régime obligatoire d'assurance chômage à laquelle le participant ouvre droit et qu'il aurait perçue au titre de la même période. Si l'allocation chômage due au participant n'a pas encore été versée, celle-ci sera reconstituée sur la base des conditions du régime d'assurance chômage applicables au jour de l'incapacité.

### *Païement des prestations*

L'ancien salarié adresse à son centre de gestion les demandes de prestations accompagnées des pièces justificatives définies au présent contrat. Devront en outre être produits, s'ils ne l'ont pas été auparavant, le justificatif d'ouverture de droits au régime obligatoire d'assurance chômage et le justificatif de versement de l'allocation chômage.

Les prestations seront versées directement au participant ou au(x) bénéficiaire(s) en cas de décès.

### *Cotisations*

Le financement de la portabilité fait partie intégrante de la cotisation prévue au présent accord.

### Article 10

#### *Prise d'effet et durée de l'adhésion*

(ancien art. 95)

L'adhésion de l'entreprise prend effet à la date mentionnée au bulletin d'adhésion au régime conventionnel de prévoyance obligatoire remis par l'organisme assureur, pour une durée allant jusqu'au 31 décembre de l'année d'adhésion. Elle est ensuite renouvelée par tacite reconduction, au 1<sup>er</sup> janvier, sauf dénonciation expresse de l'entreprise qui ne relèverait plus du champ d'application de la convention collective régionale susvisée, par courrier recommandé dûment motivé, adressé à l'organisme assureur, en respectant un délai de préavis de 2 mois.

En application de l'article L. 932-12 du code de la sécurité sociale, la faculté de dénonciation ou de résiliation n'est pas offerte tant que l'adhésion aux organismes assureurs résulte d'une obligation prévue par la convention collective de branche dont relève l'entreprise.

### Article 11

#### *Information des entreprises et des assurés*

(ancien art. 96)

Conformément aux dispositions légales en vigueur, l'organisme assureur rédigera une notice d'information à destination des assurés des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective régionale.

Cette notice sera adressée à chaque entreprise adhérente.

Conformément à l'article L. 932-6 du code de la sécurité sociale, il appartient à l'entreprise adhérente de remettre à chaque assuré un exemplaire de la notice d'information et de se ménager la preuve de cette remise.

### Article 12

#### *Taux de cotisation*

(ancien art. 97)

Les dispositions de l'article "Taux de cotisation" sont abrogées et sont remplacées par les dispositions suivantes, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 : la cotisation du régime de prévoyance obligatoire, basée sur le salaire brut limité à quatre fois le plafond annuel de la mutualité sociale agricole, est répartie comme suit :

*(En pourcentage.)*

| GARANTIES              | PART EMPLOYEUR  | PART SALARIÉ |
|------------------------|---|--------------|
| Décès                  | 0,24  | –            |
| Garantie de ressources | 0,92 (dont 0,19 au titre de la prise en charge des charges sociales patronales) | –            |
| Incapacité             | –   | 0,34         |

| GARANTIES             | PART EMPLOYEUR | PART SALARIÉ |
|-----------------------|----------------|--------------|
| Invalidité            | 0,35           | 0,25         |
| Rente éducation OCIRP | 0,09           | –            |
| Frais d'obsèques      | 0,03           | –            |
| Total                 | 1,63           | 0,59         |

Ces taux de cotisation pourront être revus en fonction de la sinistralité constatée.

### Article 13

#### *Désignation des organismes assureurs*

(ancien art. 98)

L'organisme désigné pour assurer le présent régime (hors rente éducation) est AG2R Prévoyance, institution de prévoyance agréée par arrêté du ministre du travail en date du 18 février 1977 et par arrêté du ministre de l'agriculture en date du 27 décembre 1984, relevant de l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale, 35-37, boulevard Brune, 75014 Paris.

L'organisme désigné pour assurer la rente éducation est l'organisme commun des institutions de rente et de prévoyance (OCIRP), union d'institutions de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale, siège social : 10, rue Cambacérès, 75008 Paris.

Le régime de prévoyance mis en œuvre par le présent avenant fera l'objet d'une révision dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'effet du présent avenant, pour permettre aux partenaires sociaux signataires d'en réexaminer, au vu des résultats techniques et financiers enregistrés pendant la période écoulée, les conditions tant en matière de garantie que de financement et de choix des organismes assureurs.

### Article 14

#### *Entreprises déjà dotées d'un régime de prévoyance obligatoire à la date d'effet du présent avenant*

(ancien art. 99)

Les entreprises qui, à la date d'effet du présent avenant, disposent d'un régime de prévoyance pour leurs personnels salariés visés par le champ d'application dudit avenant, comportant des garanties supérieures risque par risque, pourront maintenir leurs régimes auprès de leurs organismes assureurs.

Les entreprises qui ont mis en place un régime de prévoyance ne comportant pas des garanties supérieures risque par risque au niveau prévu par le présent avenant disposent d'un délai maximum de 15 mois pour rejoindre le dispositif conventionnel établi par le présent accord et géré par les organismes assureurs désignés, afin de respecter le cas échéant les délais de préavis et/ou de dénonciation qui peuvent être fixés par leurs régimes.

### Article 15

#### *Prise en charge des risques en cours*

(ancien art. 100)

En application des lois n° 89-1009 du 31 décembre 1989, n° 94-678 du 8 août 1994 et n° 2001-624 du 17 juillet 2001, les assurés des entreprises ayant régularisé leur adhésion bénéficient à la date d'effet mentionnée au bulletin d'adhésion au régime instauré par le présent avenant :

- de l'indemnisation intégrale prévue, en ce qui concerne les salariés en arrêt de travail dont le contrat de travail est suspendu pour cause de maladie, d'accident, d'invalidité, si ces garanties ne sont pas couvertes par un précédent contrat d'assurance ;

- maintien de la garantie décès, pour les bénéficiaires de prestations de prévoyance au titre d'une incapacité de travail ou d'une invalidité en application d'un contrat d'assurance souscrit antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2002, sous réserve que le maintien de cette garantie décès ne soit pas déjà prévu par celui-ci. Toutefois, cette disposition ne peut être appliquée qu'à la condition que les entreprises concernées communiquent aux organismes assureurs un état détaillé de ces bénéficiaires et que le précédent organisme assureur transmette au nouvel organisme les provisions constituées à la date de résiliation de son contrat, en application de l'article 30, III, de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989.

Dans le cas des entreprises, hors le cas des créations, qui viendraient à rejoindre le régime conventionnel après le délai de 15 mois prévu à l'article 99 du présent avenant (notamment du fait de la souscription d'un contrat d'assurance antérieur auprès d'un autre organisme assureur), une pesée spécifique du risque représenté par cette entreprise ou association serait réalisée afin d'en tirer les conséquences au regard de la mutualisation professionnelle.

Dans ce cas, sera calculée la prime additionnelle, due par l'entreprise, nécessaire à la constitution des provisions correspondantes et à la sauvegarde de l'équilibre technique du régime conventionnel.

#### Article 16

*Dénonciation de la désignation AG2R Prévoyance et de l'OCIRP  
en tant qu'organismes assureurs. – Changement d'organismes assureurs*

(ancien art. 101)

En cas de dénonciation de la désignation, les indemnités journalières, les rentes d'invalidité complémentaires et les rentes éducation en cours de versement continueront à être servies jusqu'à leur terme, au niveau atteint à la date d'effet de cette dénonciation.

Les partenaires sociaux, en application de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, organiseront la poursuite des revalorisations sur des bases à définir avec le nouvel organisme assureur qui en prendra la charge.

Le maintien des garanties en cas de décès aux bénéficiaires d'indemnités journalières ou de rentes d'invalidité complémentaires sera assuré par AG2R Prévoyance (l'OCIRP pour la garantie rente éducation) ou par le nouvel organisme assureur désigné, moyennant le transfert des provisions afférentes à cet engagement. »

#### Article 2

*Date d'entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Les entreprises non adhérentes à une organisation patronale signataire du présent accord pourront s'en faire une application volontaire.

L'avenant pourra également être dénoncé par l'une des parties signataires moyennant le respect d'un préavis de 3 mois. Les modalités de dénonciation sont fixées par l'article L. 2261-9 du code du travail.

#### Article 3

*Extension. – Publicité*

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Un exemplaire sera établi pour chaque partie.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé auprès de la DIRECCTE Aquitaine, unité territoriale de la Gironde.

Fait à Pissos, le 6 février 2015.

(Suivent les signatures.)

« ANNEXE

---

(Modèle du bulletin individuel d'affiliation : cf. article 9, paragraphe 1.4,  
sous-paragraphe « Formalités de déclaration », alinéa 3)

Pour mémoire. »